Séance du 20 novembre 2026 à 15h
à l'Académie des sciences d'outre-mer, 15 rue La Pérouse 75116 Paris
accessible en présentiel et en visioconférence

« Les défis de l'eau »

coordonnée par **Jean-Louis Oliver**, 4e section – ASOM
et **Marc-Antoine Martin**, 4e section – ASOM

PROGRAMME

Introduction
Olivier de Bernon, Président – ASOM

Lecture du procès-verbal de la séance du 6 novembre 2026
Dominique Barjot, Secrétaire perpétuel – ASOM

Présentation de la séance
Jean-Louis Oliver, 4e section – ASOM

Communications
Rokhaya Daba Fall, Professeur à l'Université de Saint-Louis du Sénégal : *« Musée dynamique de Mbakhana, Sénégal : du patrimoine historique à la diplomatie de l'eau ».*

Patrice Fonlladosa, Président de l'association (Re)Sources : *« L'eau et les villes africaines ».*

Marc-Antoine Martin, 4e section – ASOM : *« Adaptation aux changements climatiques : quelle gestion de l'eau dans les pays en développement ? ».*

Jean-Louis Oliver, 4e section – ASOM : *« Les conclusions des trois communications ».*

Échanges avec la salle

Installation de Christophe Rogier en qualité de membre titulaire, 4e section – ASOM par Jean-Philippe Chippaux, 4e section – ASOM

Cocktail d'installation

À noter : à 14 h, sera inaugurée en salle Pierre Gény l'exposition **« L'eau dans la vie quotidienne en Afrique subsaharienne, 1900-1950 : un demi-siècle d'images »**, organisée par l'association Images et Mémoires.

PRÉSENTATION DES INTERVENANTS ET
RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS

Rokhaya Daba Fall : *« Musée dynamique de Mbakhana, Sénégal : du patrimoine historique à la diplomatie de l'eau ».*

Ingénieur Agronome de la Faculté agronomique de l'État à Gembloux Belgique (1980), Rokhaya Daba FALL est Docteur en Sociologie du développement de l'Université Cheikh Anta Diop (2025). Dr. FALL, R.D. est détentrice de plusieurs certificats parmi lesquels celui de Leadership de Harvard Université. Elle est membre de plusieurs conseils d'administration d'Institutions et de Sociétés savantes. Parmi celles-ci, le Conseil d'État du Sénégal, des Instituts de recherche agricole internationale du Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (CGIAR), le Conseil Scientifique et Technique du Fonds pour l'Environnement Mondial (STAP/GEF) et la Société Sénégalaise de Physique qu'elle préside. Dr. FALL, R.D. dirige le Réseau des Jeunes et des Femmes dans le Gaz et le Pétrole, et elle est membre de l'Association internationale des femmes graduées des Universités (GWI) et de ses filiales africaines et sénégalaise.

Capitale de l'Afrique-Occidentale française (AOF), Saint-Louis porte la marque de l'eau depuis son nom originel Ndar qui vient de Nda[1]. L'eau y venait à manquer pour alimenter une population grandissante. Ainsi, Faidherbe eut l'idée de mettre fin aux navires d'approvisionnement remplissant des barils du haut fleuve et les acheminant à Saint-Louis, par l'exploitation du marigot de Kassak. L'idée est en place à travers l'usine à vapeur de Mbakhana, de 1882 à 1885, sous le magistère de Brière de l'Isle. Mbakhana est la première usine à vapeur d'Afrique, une vraie prouesse technologique de l'époque par le mode de pompage et par la distance de parcours de l'eau, soit 17 km à 18 km. La transformation de cette usine en musée figure dans la liste des monuments historiques et sites classés du Sénégal. Dans ce cadre, les infrastructures encore existantes sont entretenues par des associations villageoises de Mbakhana[2] dont les populations sont approvisionnées en eau par la nouvelle usine de Mbakhana construite en 2011.

[1] Nda signifie réservoir d'eau.
[2] Mbakhana signifie coiffe, chapeau, représentant une élévation.

Le projet de musée dynamique de Mbakhana vise non seulement à immortaliser la prouesse technique et technologique du XIX[e] siècle, mais aussi, par son caractère dynamique, à en faire un partage mondial pour que l'ingéniosité participe à la diplomatie de l'eau.

***

Patrice Fonlladosa : *« L'eau et les villes africaines ».*

Après plusieurs expériences à l'international au sein des groupes Bouygues, puis Matra durant les années 80, Patrice Fonlladosa a développé son expertise de 1994 à 2019 au sein du groupe VEOLIA, au Comité Exécutif de la Division Transport où il a participé au développement international auprès d'Antoine Frérot de 1994 à 2003, puis de 2003 à 2010 au sein de VEOLIA Eau en qualité de Membre du Comité Exécutif en charge des USA et des activités du groupe pour l'Afrique, le Moyen-Orient et le sous-continent indien.
Il est nommé en 2010 au CODIR de la holding du groupe et, jusqu'à son départ du groupe en 2019, il a dirigé l'ensemble des activités de VEOLIA en Afrique et au Moyen-Orient, ainsi que le Pôle Engineering & Consulting.
Durant cette période, il a aussi été administrateur de l'Agence Française de Développement, de PROPARCO et du MEDEF, et président Afrique du MEDEF International.
Il est aujourd'hui Président du think tank (Re)sources depuis 2006.
Diplômé en 1982 de l'Institut Français de Gestion, Patrice Fonlladosa est Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur.

Le sujet — l'Afrique urbaine grandit plus vite que sa capacité à l'alimenter en eau. En choisissant l'eau comme fil conducteur, la présentation en fait le révélateur d'une tension plus large, entre une croissance urbaine parmi les plus rapides au monde — jusqu'à 1,5 milliard de citadins africains en 2050 — et des infrastructures, des financements et des institutions qui peinent à suivre ce rythme.

La démarche — le propos avance en trois temps, presque comme une démonstration. Il pose d'abord l'ampleur du phénomène démographique et du déficit d'infrastructures et de financement ; il montre ensuite que ce déficit expose des villes précises — Lagos, Le Cap, Kinshasa, les futures mégapoles côtières — à un changement climatique dont les coûts d'adaptation dépassent très largement les financements reçus ; il ouvre enfin sur l'action, en présentant décentralisation, nouveaux partenariats et outils numériques comme des réponses émergentes, à l'image de la réforme menée à Kampala. Chaque étape s'appuie sur des données chiffrées et sourcées (BAD, OMS/UNICEF, ONU, ISS Africa), ce qui donne au propos une autorité factuelle plutôt que rhétorique.

À retenir — trois enseignements se dégagent. D'abord, une interdépendance : le manque d'infrastructures aggrave la vulnérabilité climatique, qui alourdit le besoin de financement, lui-

même conditionné par la qualité de la gouvernance locale — aucun de ces chantiers ne peut avancer seul. Ensuite, une urgence de calendrier : les trajectoires décrites ne sont pas des hypothèses lointaines mais des dynamiques déjà engagées. Enfin, un déplacement du regard : la ressource la plus rare n'est peut-être pas l'eau elle-même, mais la capacité des villes africaines à s'organiser pour la gérer — un sujet d'apparence technique qui se referme, au fond, sur une question politique.

***

Marc-Antoine Martin : *« Adaptation aux changements climatiques : quelle gestion de l'eau dans les pays en développement ? ».*

Les changements climatiques accentuent les tensions sur les ressources en eau douce, entre raréfaction, sécheresses, événements extrêmes et risques d'inondation. Face à ces défis, les pays en développement, particulièrement vulnérables en raison de leurs contraintes économiques, sociales et institutionnelles, sont confrontés à des enjeux majeurs d'adaptation.

Cette adaptation nécessite une gestion intégrée, quantitative et qualitative, de l'eau, superficielle ou souterraine, pour mobiliser des solutions innovantes, techniques, organisationnelles et institutionnelles, adaptées aux contextes locaux et aux écosystèmes naturels, valorisant les savoirs traditionnels et évitant les réponses inappropriées. Elle implique des évolutions, voire des ruptures des modes de production et de consommation, privilégiant l'efficacité de la gestion, la sobriété et l'équité sociale.

Ces dispositions supposent de mieux articuler les politiques sectorielles, les stratégies macroéconomiques et les initiatives territoriales associant les parties prenantes, dans le contexte où les financements consacrés à l'adaptation dans le domaine de l'eau sont très inférieurs aux besoins.

Au regard de tous ces enjeux, renforcer les connaissances, la recherche, la formation, la diffusion des savoirs en termes compréhensibles et les partenariats locaux ou internationaux constituent des conditions fortes pour construire des politiques de l'eau appropriées par les usagers, résilientes, durables et solidaires.